

« Des étudiants étrangers en grande précarité en ces temps de Covid-19 »

Entretien avec Alioune Sy,

directeur-fondateur de l'association Aquitaine Afrique initiatives (Aqafi), chargé d'enseignement à l'université de Bordeaux.

La Santé en action : Pourquoi vous êtes-vous engagé en faveur des étudiants étrangers ?

Alioune Sy : Je suis venu en France en 1994 pour suivre un troisième cycle en sciences politiques, histoire et communication. Déjà en Mauritanie, mon pays d'origine, j'étais un militant associatif. J'ai poursuivi cet engagement à Bordeaux, dans l'association des étudiants mauritaniens... J'ai été élu en 1998 au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) de Nouvelle Aquitaine, où j'ai été le premier élu étudiant africain, pour le compte de la Fédération Afrique, Caraïbes, Pacifique, Océan Indien (Africapac), regroupant des étudiants d'Afrique et d'outre-mer. Issu d'une famille religieuse, les valeurs de solidarité et d'entraide sont importantes pour moi. Je pense que la mobilisation de tous est indispensable pour trouver des solutions et venir en aide aux personnes vulnérables. Quand j'ai fini mes études, j'ai créé avec des amis l'association Aquitaine Afrique initiatives (Aqafi) qui a plusieurs missions : accompagner les étudiants internationaux, car pour nous qui avons connu cette expérience, un dispositif d'aide nous semble essentiel pour les soutenir ; lutter contre les discriminations et faciliter le dialogue interculturel ; participer au développement de nos



© Thomas Bohl

pays d'origine par la mise en place de projets solidaires en Afrique de l'Ouest.

S. A. : Comment intervenez-vous face à la grande vulnérabilité des étudiants étrangers depuis un an ?

A. S. : L'arrivée en France nécessite déjà une longue période d'adaptation à la culture et au climat. Subvenir à ses besoins représente un second défi à relever, car les bourses sont insuffisantes (si elles existent) et les familles n'ont pas souvent les moyens financiers de les compléter et, hélas, trouver un job alimentaire s'avère plus compliqué pour les étudiants étrangers. Bien sûr, nous sommes aux côtés d'étudiants étrangers en grande précarité en ces temps de Covid-19. Beaucoup ont donc souffert lors du premier confinement, car ils se sont retrouvés sans les ressources d'un travail d'appoint leur permettant de se nourrir. L'aide s'est organisée, mais un peu dans le désordre, avec d'abord la mobilisation des associations, puis de l'université et du Crous. Aqafi,

L'ESSENTIEL

▣ Le secteur associatif est en première ligne pour aider les étudiants étrangers, dont certains ont été plongés dans la précarité depuis la survenue de la pandémie de Covid-19. À Bordeaux, l'association Aquitaine Afrique initiatives (Aqafi) leur apporte un soutien matériel (colis alimentaires) et psychologique, et se fédère avec les autres acteurs pour leur porter assistance. L'association plaide pour une prise en charge adaptée de ces étudiants à leur arrivée, avec un accompagnement pédagogique, social et sanitaire pendant les études, puis durant les débuts de leur vie professionnelle.

avec les associations d'étudiants africains, a distribué près de 700 colis alimentaires, chacun d'une valeur de 40 euros, ce qui apportait aux bénéficiaires une autonomie d'une semaine lors du premier confinement. Le soutien des universités et de quelques commerces de proximité a



© Thomas Böhl

été appréciable durant cette première phase de confinement. L'autre point de vulnérabilité était l'isolement. Le campus de Bordeaux compte de 3 500 à 4 000 étudiants durant le confinement, dont près de 70 % d'étrangers. Ils sont restés confinés sur place, seuls, dans des chambres de 12 m². Cela a eu un impact psychologique fort sur ces derniers. Un suivi a été mis en place par les services de santé de l'université, avec des permanences assurées par des psychologues bénévoles. Par ailleurs, des étudiants ont aussi organisé des groupes de discussion pour rompre la solitude, *via* les réseaux sociaux.

S. A. : Quelles leçons ont été tirées de la première vague de la Covid-19 ?

A. S. : Le second confinement, à l'automne 2020, a généré les mêmes difficultés, mais les institutions universitaires ont été opérationnelles plus rapidement pour soutenir les étudiants vulnérables, tant sur le plan matériel que sur le plan psychologique. Les collectivités locales ont en outre apporté des aides financières conséquentes – deux millions d'euros par le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine – qui ont été gérées par le Crous et par la Banque alimentaire. Ce qui fait qu'Aqafi n'a pas eu besoin de faire de la distribution de nourriture. Cependant, nous

avons été présents, *via* nos correspondants associatifs sur le terrain, pour être en veille et faire remonter des problèmes particuliers. La crise sanitaire a aggravé la précarité étudiante : la Banque alimentaire est passée de 100 colis alimentaires distribués par mois aux étudiants en temps normal à 700 par mois ; cela montre l'ampleur de la détresse matérielle. À celle-ci s'ajoute une détresse psychologique qui touche particulièrement les étudiants étrangers et d'outre-mer, plus isolés que les autres, même si les nouvelles technologies permettent de garder un certain lien avec la famille. Les parents des étudiants africains étaient également inquiets pour la santé de leur enfant, puisque la France est un des pays très touchés par l'épidémie, ce qui apportait un effet anxiogène supplémentaire.

S. A. : L'enjeu de réussite scolaire n'est-il pas encore plus déstabilisant psychologiquement pour les étudiants migrants ?

A. S. : Ces étudiants ont en général plus de mal à suivre les cours à distance pour des raisons matérielles. Le risque de ne pas valider une année de cursus, à cause des conditions d'enseignement pendant la crise sanitaire, pèse beaucoup psychologiquement. Cette année, les demandes de titres

de séjour ont été dématérialisées, ce qui a entraîné de grosses difficultés pour ces étudiants. En plus, un *bug* informatique a retardé l'envoi du récépissé leur permettant de travailler et de percevoir les aides de la caisse d'allocations familiales (CAF). La situation était si dramatique que nous avons alerté les universités à ce sujet, qui en ont informé la préfecture. C'était la double peine : pas de titre de séjour, plus de travail, plus d'aides sociales. Ceci contribue aussi à leur fragilité.

S. A. : Les étudiants étrangers trouvent-ils un emploi décent une fois de retour dans leur pays ?

A. S. : C'est une question difficile, dans laquelle de nombreux éléments entrent en jeu. Pour revenir au pays, il faut y trouver des opportunités d'emploi, ce qui est loin d'être le cas, d'autant moins qu'ils font des choix de filières qui ne sont pas forcément adaptées au marché du travail en Afrique. Donc, la tentation est grande de rester en France ou ailleurs, mais ils n'y exerceront pas forcément le métier pour lequel ils ont été formés. Cet entre-deux géographique est compliqué à vivre sur le plan psychologique, d'autant que la pression est forte pour soutenir la famille. C'est ce qui pousse de nombreux jeunes diplômés étrangers

à rester en France, où ils acceptent n'importe quel emploi – gardiennage, restauration, sécurité – au risque d'une dévalorisation de leurs compétences. Cependant, c'est avant tout une décision individuelle. C'est un choix cornélien qui relève par ailleurs des orientations politiques des pays du Sud, en général.

S. A. : Quelles actions permettraient aux étudiants étrangers les plus vulnérables de bénéficier des mêmes chances que les autres ?

A. S. : L'accompagnement professionnel des étudiants internationaux est limité. Et ceci pose question surtout pour les primo-arrivants. Quand ils arrivent à 18 ou 19 ans, personne

n'est là pour les encadrer. Ils peuvent très vite se perdre, par envie de s'amuser, de découvrir autre chose ou pour subsister dans ce monde si difficile, en s'adonnant à la prostitution par exemple (surtout les étudiantes). Ils risquent l'échec dans leur cursus ou vont mettre cinq ou six ans à faire leur licence – ce qui est une perte de temps pour eux, leur famille, leur pays. C'est du côté de la prise en charge de ces primo-arrivants qu'il faudrait porter les efforts. Avec des interventions coordonnées de différents services – social, sanitaire, pédagogique. Par exemple, on pourrait densifier pour eux les journées d'insertion qui ont lieu à la rentrée universitaire. Dans les espaces santé étudiants sont maintenant présents

quelques étudiants étrangers ; c'est important pour instaurer la confiance avec des étudiants en souffrance, afin qu'ils puissent se confier. Les professionnels de la santé et du secteur social pourraient être davantage formés au dialogue interculturel pour mieux s'appropriier les réalités des pays d'Asie, d'Afrique... Les étudiants étrangers, comme les autres, sont là pour apprendre et pour se former, afin de servir ensuite leur pays d'origine ou leur pays d'accueil, s'ils font le choix d'y rester. Toutes les dimensions doivent être prises en compte, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. ■

Propos recueillis par Nathalie Quéruel, journaliste.

LA PERSONNE INTERVIEWÉE DÉCLARE N'AVOIR AUCUN LIEN NI CONFLIT D'INTÉRÊTS AU REGARD DU CONTENU DE CETTE INTERVIEW.

ÉTUDIANTS ÉTRANGERS : « LES PLUS DUREMENT AFFECTÉS PAR LE CONFINEMENT »

La situation des étudiants étrangers est généralement devenue précaire depuis mars 2020 et les confinements, conséquence de la pandémie de Covid-19. Telle est la conclusion de l'enquête menée à la mi-2020 par l'Observatoire national de la vie étudiante sur le ressenti des étudiants pendant la période de confinement :

« En dehors des étudiants dont l'activité rémunérée a été interrompue, les étudiants étrangers, dont la situation se caractérise plus souvent par un éloignement de la famille et de l'aide matérielle et financière qu'elle peut apporter, sont ceux qui ont été les plus durement affectés par la situation de confinement. Ainsi, près d'un étudiant étranger sur deux a déclaré des difficultés financières plus importantes que celles rencontrées habituellement [...] Les étudiants étrangers, par l'éloignement de leur famille et leurs conditions de vie et de travail plus précaires, apparaissent ainsi comme les grands perdants de la crise sanitaire [...]. Dans l'ensemble, la moitié des étudiants déclare avoir été confrontée à des sentiments d'isolement ou de solitude pendant le confinement. Ceux qui en ont le plus souffert sont, en toute logique, les étudiants ayant vécu

seuls la période de confinement [...] Les étudiants étrangers sont également plus nombreux à déclarer avoir ressenti de la solitude ou de l'isolement pendant cette période (61 % contre 50 % dans l'ensemble). »

Le confinement a été et continue d'être un coup d'arrêt porté à l'activité rémunérée, en particulier pour les étudiants étrangers :

« La crise sanitaire a fortement modifié la donne : durant le confinement, 58 % des étudiants qui exerçaient une activité ont ainsi arrêté, réduit ou changé leur activité rémunérée. Parmi ceux-ci, 36 % ont interrompu leur activité rémunérée [...] Pour ceux qui ont interrompu leur activité rémunérée, la perte de revenu est estimée en moyenne à 274 € par mois. Les étudiants étrangers et les étudiants âgés de 26 ans et plus sont ceux qui ont subi les pertes les plus importantes, respectivement 426 € et 414 € par mois en moyenne. En outre, parmi les étudiants qui ont interrompu leur activité rémunérée, 27 % ont bénéficié du dispositif de chômage partiel. L'arrêt contraint de l'activité rémunérée a eu des conséquences sur la situation économique et financière des étudiants concernés : 44 % d'entre eux déclarent

avoir rencontré des difficultés financières pendant le confinement quand ce n'était le cas que de 24 % de ceux qui ont pu poursuivre leur activité. »

Sur le plan psychologique et de santé mentale : « Trois catégories d'étudiants apparaissent particulièrement fragiles : les étudiants en difficulté financière (46 % présentent les signes d'une détresse psychologique contre 24 % des étudiants sans difficulté), les étudiants étrangers (43 % contre 29 % chez les étudiants français) et les étudiantes (36 % contre 25 % des étudiants). »

Sur le plan de l'aide matérielle reçue depuis le début de la pandémie, les étudiants étrangers, qui sont « les plus durement touchés, sont également ceux qui déclarent le plus avoir bénéficié d'aides financières (51 %) et d'aides matérielles (28 %) ».

Source : Belghith F., Ferry O., Patros T., Tenret É. La Vie étudiante au temps de la pandémie de Covid-19 : incertitudes, transformations et fragilités. Observatoire national de la vie étudiante, OVE Infos, septembre 2020, n° 42 : 12 p. En ligne : <http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2020/09/OVE-INFO-42-La-vie-etudiante-au-temps-du-COVID-19.pdf>